

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2014

Volume XV

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

UNE NOUVELLE ANNÉE DE CRISES

PAR

ALEXANDRA NOVOSSELOFF (*)

L'année 2012 a été celle de la crise financière – notamment au sein de la zone euro – et de la déstabilisation progressive de régions stratégiques majeures, en premier lieu le Sahel et le Proche-Orient, avec l'aggravation continue de la crise en Syrie. En 2012, la rubrique « Crises et conflits » de l'*AFRI* avait oublié un article sur la Libye et l'Iran. L'année 2013 aura confirmé cette lente dégradation de la situation en Libye et de sa fragmentation annonciatrice de nouveaux désordres. 2014 aura sans doute à gérer de nouvelles crises dans ce pays. L'Iran a confirmé, avec l'élection d'un nouveau Président, Hassan Rohani, le 11 mars, plus modéré et voulant sortir son pays de l'isolement économique et diplomatique, sa volonté de « nouer un dialogue direct avec les Etats-Unis ». Un accord historique sur la question du désarmement nucléaire a ainsi pu être signé le 24 novembre 2013.

L'année 2013 a été une nouvelle année de crise, qui a commencé avec l'aggravation de la crise au Mali, laquelle a conduit au « déploiement rapide », le 11 janvier, de l'opération « Serval », puis à la création d'une nouvelle opération de maintien de la paix (résolution 2 100 du 25 avril). L'année s'est terminée par l'explosion de la crise en Centrafrique et d'une nouvelle crise – une crise politique prenant la forme d'une lutte interethnique – au Soudan du Sud. Pour le Secrétaire général, 2013 a été « l'année où la République centrafricaine a sombré dans le chaos »; en décembre, on dénombreait quelque 500 000 personnes déplacées dans tout le pays (sur une population totale de 4,6 millions de personnes). 2014 sera sans doute l'année où la « communauté internationale » devra trouver une solution à cette crise politique et humanitaire.

La crise dans les Kivus s'est prolongée, obligeant le Conseil de sécurité à trouver de nouveaux outils pour que la Monusco (Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Congo) retrouve sa légitimité et sa crédibilité auprès de la population congolaise. Il a ainsi mis sur pied en mars, par la résolution 2 098,

(*) Chercheur associée au Centre Thucydide – Analyse et recherches en relations internationales de l'Université Panthéon-Assas (France) et membre du Réseau francophone de recherches sur les opérations de paix (Université de Montréal, Canada).

une « Brigade d'intervention » autorisée à aller combattre les groupes armés sévissant dans la région (le Mouvement du 23, les Forces armées de libération du Rwanda, les Mai Mai, etc.). Le Conseil a également demandé la mise sur pied d'un nouveau processus de négociation régional avec la nomination d'une Envoyée spéciale pour les Grands Lacs en la personne de Mary Robinson. C'est l'ensemble des éléments d'un processus de stabilisation qui traiterait des causes profondes du conflit (faiblesse de l'Etat, exploitation des ressources naturelles, partage de la terre) que Sara Hellmüller discute dans son article. Elle y prône une meilleure prise en compte par les différents acteurs internationaux des perspectives locales, pour une meilleure réussite des stratégies internationales de consolidation de la paix.

La crise syrienne s'est quant à elle aggravée pour atteindre près de 130 000 morts en décembre. Avec plus de 2 millions de réfugiés et 4 millions de déplacés, l'ONU a qualifié la situation humanitaire en Syrie de crise humanitaire la plus importante depuis 20 ans. A cette situation extrême s'est ajoutée, entre juillet et septembre, une crise dans la crise, après l'utilisation par le régime du président Assad de ses armes chimiques contre des civils dans les banlieues est et sud-ouest de Damas, franchissant ainsi la « ligne rouge » fixée par le président Obama un an auparavant. Menacé d'une intervention armée, le régime syrien accepte, sous la pression de son allié russe, de démanteler et de détruire son arsenal chimique. Le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte, le 27 septembre, une résolution qui encadre ce processus. Cependant, en parallèle la Syrie continue à sombrer dans le chaos et à se démembrer avec la prise de contrôle de plus en plus forte des groupes armés, notamment islamistes, de l'opposition. Nous avons voulu cette année revenir, avec Laura Ruiz de Elvira, sur les origines de la révolte syrienne et les facteurs qui ont déclenché les premières mobilisations – notamment en raison de la « *fin du contrat social à caractère populiste et inclusif* » provoquée par « *la politique développementaliste* » du président Bachar). Nous avons également souhaité, avec Adam Baczko, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay – après une recherche de terrain risquée –, faire un état des lieux de l'insurrection qui « *souffre de ses contradictions internes et de l'absence de politique cohérente vis-à-vis des Occidentaux* ». Les trois auteurs font le constat qu'une « *aide insuffisante à l'insurrection syrienne a entraîné une stabilisation du front et l'affaiblissement des groupes modérés* » face à un régime qui « *fonctionne dans une logique d'extermination de l'opposition* » et « *dans une logique de terreur qui exclut toute réconciliation* ».